

b) voor de diensten voor plaatsing in gezinnen.

Bedrag nr. 1 (gemiddelde van de werkingslasten)

1.341,90 €

Bedrag nr. 2 (gemiddelde van de lasten van het educatieve en niet-educatieve personeel) :

De onder punt b) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënten worden vermenigvuldigd met de volgende weddeschalen, op basis van een gemiddelde anciënniteit van 10 jaar :

27.238,59 € voor de functie van directeur

27.238,59 € voor de functie van maatschappelijk assistent en/of opvoeder (minimum 2e kl. A)

28.677,86 € voor de psychologen en/of paramedici

18.456,79 € voor de functie van klerk

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

54,15 % voor privé-instellingen

45,88 % voor openbare instellingen

c) voor de residentiële overgangsdiensten.

Bedrag nr. 1 (gemiddelde van de werkingslasten)

347,13 €

Bedrag nr. 2 (gemiddelde van de lasten van het educatieve en niet-educatieve personeel) :

De onder punt c) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënten worden vermenigvuldigd met de volgende weddeschalen, op basis van een gemiddelde anciënniteit van tien jaar :

27.238,59 € op grond van schaal 16

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

58,15 % voor privé-instellingen

49,88 % voor openbare instellingen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 29 september 2005 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Namen, 29 september 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2005 — 2738

[2005/202886]

6 OCTOBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001 et du 12 août 2003;

Vu le décret I du 7 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible;

Considérant que cette nécessité implique l'entrée en vigueur des présentes dispositions dans les plus brefs délais,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

— "loi" : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001 et du 12 août 2003;

— "décret" : le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Art. 2. M. Elio Di Rupo, Ministre-Président, est compétent pour :

- la coordination de la politique du Gouvernement et sa communication;
- la présidence du Comité ministériel "création d'activités";
- l'organisation de la Task Force administrative composée des responsables des administrations, des pararégionaux et autres organismes publics ou parapublics concernés par la "création d'activités";
- la simplification administrative;
- l'E-Gouvernement et l'informatique administrative;
- l'évaluation, la prospective et la statistique;
- la saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral, Gouvernements des Communautés et des Régions, les relations intra-belges ainsi que le fonctionnement des institutions, en ce compris les relations avec le Parlement;
- la coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels, y compris les relations avec les institutions européennes, nationales et régionales;
- l'organisation de la Task Force chargée de la préparation et de la coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels, de leur mise en oeuvre et de leur évaluation;
- le fonds d'impulsion économique en faveur des zones en reconversion et particulièrement défavorisées, en ce compris la coordination des dossiers;
- l'implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière;
- la répartition des moyens reçus de la Loterie nationale;
- la coordination du plan P.L.U.I.E.S.;
- la coordination du plan "Habitat permanent dans les équipements touristiques";
- l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions, et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour l'importation et l'exportation concernant l'armée et la police et dans le respect des critères définis par le Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements;
- l'octroi des licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour celles concernant l'armée et la police."

Art. 3. M. André Antoine, Vice-Président et Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial, est compétent pour :

- les aéroports tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, X, 7^o et 9^o, de la loi ainsi que leur équipement et leur exploitation;
- le transport en commun tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, X, 8^o, de la loi et les actions du programme 54.06 du budget;
- le transport scolaire tel que visé à l'article 3, 5^o, du décret;
- les aspects régionaux de la mise en oeuvre du plan d'investissement de la S.N.C.B.;
- la politique de l'énergie telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, VII, de la loi, en ce compris la recherche scientifique liée à l'énergie et la valorisation des terrils;
- le logement tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, IV, de la loi;
- l'aménagement du territoire tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, I, de la loi, à l'exception du 4^o et du 7^o;
- les permis uniques, tels que visés dans le chapitre XI du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Art. 4. M. Michel Daerden, Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine, est compétent pour :

- le budget, les finances et la trésorerie, en ce compris l'exécution du décret I du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics et les compétences fiscales transférées aux Régions par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions;
- la présidence du Comité ministériel chargé du suivi et du monitoring des financements alternatifs et de la situation financière des organismes d'intérêt public, y compris les sociétés et filiales spécialisées;
- le patrimoine, en ce compris les monuments et sites tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, I, 7^o, de la loi ainsi que les fouilles;
- les travaux publics tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, X, 1^o à 6^o, de la loi en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables et la sécurité routière;
- la rénovation urbaine, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, I, 4^o, de la loi;
- la cartographie;
- les grands ouvrages d'art tels que définis dans l'arrêté royal du 2 février 1993 portant transfert des voies hydrauliques aux Régions, y compris la promotion des voies navigables;
- dans le domaine de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, les infrastructures sportives communales, provinciales, intercommunales et privées, telles que visées à l'article 3, 1^o, du décret.

Art. 5. Mme Marie Arena, Ministre de la Formation, est compétente pour :

- la promotion sociale telle que visée à l'article 3, 3^o, du décret;
- la reconversion et le recyclage professionnels tels que visés à l'article 3, 4^o, du décret;
- les cyber-écoles et cyber-classes.

Art. 6. M. Philippe Courard, Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique, est compétent pour :

- les pouvoirs subordonnés tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VIII, de la loi;
- la tutelle telle que visée à l'article 7 de la loi;
- la tutelle sur les zones de police telle que définie par le décret du 12 février 2004 modifiant le décret du 1^{er} avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;
- la législation relative aux centres publics d'aide sociale et la tutelle sur ceux-ci;
- la fonction publique et l'administration;
- les fabriques d'église et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VIII, 6^o, de la loi.

Art. 7. Mme Marie-Dominique Simonet, Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures, est compétente pour :

- les relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes, sans préjudice de l'article 2, 8^e tiret, et la coopération au développement telle que visée à l'article 6^{ter} de la loi;
- la recherche scientifique telle que visée à l'article 6^{bis} de la loi, à l'exception de la recherche scientifique liée à l'énergie;
- les technologies nouvelles;
- les télécommunications (y compris la gestion du contrat WIN), à l'exception des cyber-écoles et cyber-classes.

Art. 8. M. Jean-Claude Marcourt, Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur, est compétent pour :

- l'économie telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, VI, 1^o et 2^o, de la loi, en ce compris les P.M.E. et l'agrégation des entrepreneurs;
- la politique des débouchés et des exportations visée à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi et la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles;
- l'économie sociale;
- l'accueil des investissements étrangers;
- la politique de l'emploi telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi.

Art. 9. Mme Christiane Vienne, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances, est compétente pour :

- la politique de santé telle que visée à l'article 3, 6^o, du décret;
- l'aide aux personnes telle que visée à l'article 3, 7^o, du décret, à l'exception de la législation relative aux centres publics d'aide sociale et de la tutelle sur ceux-ci;
- la politique d'égalité des chances.

Art. 10. M. Benoît Lutgen, Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme, est compétent pour :

- la politique agricole telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, V, de la loi, en ce compris les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure de produits agricoles et horticoles;
- la rénovation rurale, la conservation de la nature et le remembrement, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, III, de la loi, à l'exception du 9;
- l'environnement, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, II, 1^o à 4^o, de la loi, à l'exception des permis uniques visés dans le chapitre XI du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
- le démergement, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, III, 9^o, de la loi;
- la gestion des ressources du sous-sol;
- le tourisme tel que visé à l'article 3, 2^o, du décret.
- le fonds d'impulsion du développement économique rural, en ce compris la coordination des dossiers.

Art. 11. Les projets de décret et les arrêtés délibérés en Gouvernement sont signés par le Ministre qui a dans ses attributions la matière qui fait l'objet du projet de décret ou de l'arrêté.

Ils sont contresignés par le Ministre-Président.

Art. 12. Dans le cas où une délégation a été accordée conformément à l'arrêté portant le règlement du fonctionnement du Gouvernement, les arrêtés sont signés par le Ministre auquel cette délégation est accordée.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un Ministre, celui-ci peut désigner le Ministre habilité à signer en son nom et pour son compte.

Art. 13. L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 23 juin 2005 et 8 septembre 2005, est abrogé.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 6 octobre 2005.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 2738

[2005/202886]

6. OKTOBER 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in der insbesondere durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2001 und vom 12. August 2003 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets I vom 7. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region;

Aufgrund des Dekrets II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission;

In der Erwägung, dass der Regierung die Möglichkeit gegeben werden sollte, möglichst effizient zu arbeiten;

In der Erwägung, dass diese Notwendigkeit das schnellstmögliche Inkrafttreten der vorliegenden Bestimmungen erfordert,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

— "Gesetz": das Sondergesetz vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in der insbesondere durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2001 und vom 12. August 2003 abgeänderten Fassung;

— "Dekret": das Dekret II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission.

Art. 2 - Herr Elio Di Rupo, Minister-Präsident, ist zuständig für:

— die Koordinierung der Regierungspolitik und ihre Kommunikation;

— den Vorsitz des ministeriellen Ausschusses "Schaffung von Aktivitäten";

— die Organisation der administrativen Task Force, die aus Verantwortlichen der Verwaltungen, der para-regionalen Einrichtungen und sonstiger öffentlicher oder para-öffentlicher Einrichtungen, die an der "Schaffung von Aktivitäten" interessiert sind, zusammengesetzt ist;

— die administrative Vereinfachung;

— das E-Government und die Informatik in der Verwaltung;

— die Bewertung, die Zukunftsforschung und die Statistik;

— die Befassung des Konzertierungsausschusses "Föderalregierung - Regierungen der Gemeinschaften und Regionen", die innerbelgischen Beziehungen sowie die Arbeitsweise der Institutionen, einschließlich der Beziehungen zum Parlament;

- die Koordinierung der Akten bezüglich der Strukturfonds, einschließlich der Beziehungen zu den Europäischen, nationalen und regionalen Einrichtungen;
- die Organisation einer Task Force, beauftragt mit der Vorbereitung und Koordinierung der Akten bezüglich der Strukturfonds sowie deren Umsetzung und Bewertung;
- den wirtschaftlichen Impulsfonds zugunsten der besonders benachteiligten Gebiete, die sich in wirtschaftlicher Umstellung befinden, einschließlich der Koordination der Akten;
- die Standortwahl der Dienststellen und Einrichtungen sowie die Immobilienverwaltung;
- die Verteilung der Mittel aus der Nationallotterie;
- die Koordination des Plans "P.L.U.I.E.S.";
- die Koordination des Plans "Ständiges Wohnen in den touristischen Anlagen";
- die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munitionen und Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckverwendung oder zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie, sowie von Erzeugnissen und Technologien mit doppeltem Verwendungszweck, unbeschadet der föderalen Zuständigkeit für die Ein- und Ausfuhr betreffend die Armee und die Polizei, und unter Einhaltung der Kriterien, die im Verhaltenskodex der Europäischen Union für Waffenausfuhren festgelegt sind;
- die Gewährung von Lizenzen für die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munitionen und Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckverwendung oder zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie sowie von Erzeugnissen und Technologien mit doppeltem Verwendungszweck, unbeschadet der föderalen Zuständigkeit für diejenigen, die die Armee und die Polizei betreffen.

Art. 3 - Herr André Antoine, Vizepräsident und Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung, ist zuständig für:

- die Flughäfen im Sinne von Art. 6, § 1, X, 7^o und 9^o des Gesetzes sowie deren Ausstattung und Betrieb;
- den öffentlichen Verkehr im Sinne von Art. 6, § 1, X, 8^o, des Gesetzes und die Aktionen vom Programm 54.06 des Ausgabenhaushaltsplans;
- die Schülerbeförderung im Sinne von Art. 3, 5^o des Dekrets;
- die regionalen Aspekte der Durchführung des Investitionsplans der Nationalgesellschaft der belgischen Eisenbahnen;
- die Energiepolitik im Sinne von Art. 6, § 1, VII, des Gesetzes, einschließlich der wissenschaftlichen Energieforschung und der Erschließung von Halden;
- das Wohnungswesen im Sinne von Art. 6, § 1, IV des Gesetzes;
- die Raumordnung im Sinne von Art. 6, § 1, I, des Gesetzes, mit Ausnahme von Pos. 4 und 7;
- die Globalgenehmigungen im Sinne von Kapitel XI des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

Art. 4 - Herr Michel Daerden, Vizepräsident und Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes, ist zuständig für:

- den Haushalt, die Finanzen und das Kassenwesen, einschließlich der Durchführung des Dekrets I vom 7. Juli 1993 zur Schaffung von fünf öffentlich-rechtlichen Gesellschaften zur Verwaltung der Schulgebäude des von den öffentlichen Behörden organisierten Unterrichtswesens und der durch das Sondergesetz vom 13. Juli 2001 zur Refinanzierung der Gemeinschaften und Erweiterung der steuerrechtlichen Zuständigkeiten der Regionen übertragenen Zuständigkeiten in Steuerfragen;
- den Vorsitz des ministeriellen Ausschusses, der mit der Begleitung und der Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses, einschließlich der spezialisierten Gesellschaften und Tochtergesellschaften, beauftragt ist;
- das Erbe, einschließlich der Denkmäler und Landschaften im Sinne von Art. 6, § 1, I, 7^o des Gesetzes und der Ausgrabungen;
- die öffentlichen Arbeiten im Sinne von Art. 6, § 1, X, 1^o bis 6^o des Gesetzes einschließlich der Grünflächen entlang den Straßen und Wasserstraßen und der Verkehrssicherheit;
- die Stadterneuerung im Sinne von Art. 6, § 1, I, 4^o, des Gesetzes;
- die Kartographie;
- die großen Kunstbauten im Sinne des Königlichen Erlasses vom 2. Februar 1993 zur Übertragung der Wasserstraßen an die Regionen, einschließlich der Förderung der schiffbaren Wasserstraßen;
- was die Leibeserziehung, das Sportwesen und das Leben im Freien betrifft, die kommunalen, provinziellen, interkommunalen und privaten Sportinfrastrukturen im Sinne von Art. 3, 1^o des Dekrets.

Art. 5. Frau Marie Arena, Ministerin der Ausbildung, ist zuständig für:

- die Sozialförderung im Sinne von Art. 3, 3^o des Dekrets;
- die berufliche Umschulung und Weiterbildung im Sinne von Art. 3, 4^o des Dekrets;
- die Cyber-Schulen und die Cyber-Klassen.

Art. 6 - Herr Philippe Courard, Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes, ist zuständig für:

- die nachgeordneten Behörden im Sinne von Artikel 6, § 1, VIII des Gesetzes;
- die Aufsicht im Sinne von Artikel 7 des Gesetzes;
- die Aufsicht über die Polizeizonen im Sinne des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Abänderung des Dekrets vom 1. April 1999 zur Regelung der Aufsicht über die Gemeinden, die Provinzen und die Interkommunalen der Wallonischen Region;
- die Gesetzgebung bezüglich der öffentlichen Sozialhilfezentren und deren Aufsicht;
- den öffentlichen Dienst und die Verwaltung;
- die Kirchenfabriken und die Einrichtungen, die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragt sind, im Sinne von Art. 6, § 1, VIII, 6°, des Gesetzes.

Art. 7 - Frau Marie-Dominique Simonet, Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen, ist zuständig für:

- die internationalen Beziehungen, einschließlich der Beziehungen zu den Europäischen Einrichtungen, unbeschadet des Artikels 2, 8. Strich, und die in Artikel 6ter des Gesetzes angeführte Entwicklungszusammenarbeit;
- die wissenschaftliche Forschung im Sinne von Artikel 6bis des Gesetzes, mit Ausnahme der wissenschaftlichen Forschung im Bereich der Energie;
- die neuen Technologien;
- die Telekommunikationen (einschließlich der Verwaltung des WIN-Vertrags), mit Ausnahme der Cyber-Schulen und der Cyber-Klassen.

Art. 8 - Herr Jean-Claude Marcourt, Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels, ist zuständig für:

- die Wirtschaft im Sinne von Artikel 6, § 1, VI, 1° und 2° des Gesetzes, einschließlich der K.M.B. und der Zulassung der Unternehmer;
- die Politik der Absatzmärkte und der Ausfuhren im Sinne von Artikel 6, § 1, VI, Absatz 1, 3° des Gesetzes und die Förderung der Agrar- und Gartenbauprodukte im Ausland;
- die Sozialwirtschaft;
- die Betreuung ausländischer Investoren;
- die Beschäftigungspolitik im Sinne von Artikel 6, § 1, IX, des Gesetzes.

Art. 9 - Frau Christiane Vienne, Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit, ist zuständig für:

- die Gesundheitspolitik im Sinne von Artikel 3, 6° des Dekrets;
- die Personensorge im Sinne von Artikel 3, 7° des Dekrets, mit Ausnahme der Gesetzgebung bezüglich der öffentlichen Sozialhilfezentren und deren Aufsicht;
- die Politik der Chancengleichheit.

Art. 10 - Herr Benoît Lutgen, Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus, ist zuständig für:

- die Agrarpolitik im Sinne von Artikel 6, § 1, V des Gesetzes, einschließlich der Schlachthöfe und der Zusatz- und Ersatzhilfen für Agrarbetriebe, mit Ausnahme der Anwendung der Gesetze zum Wirtschaftsaufschwung und der Förderung der Agrar- und Gartenbauprodukte im Ausland;
- die ländliche Erneuerung, die Erhaltung der Natur und die Flurbereinigung im Sinne von Artikel 6, § 1, III des Gesetzes, mit Ausnahme von Punkt 9;
- die Umwelt im Sinne von Artikel 6, § 1, II, 1° bis 4° des Gesetzes mit Ausnahme der Globalgenehmigungen im Sinne von Kapitel XI des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;
- die Wasserhaltung im Sinne von Artikel 6, § 1, III, 9° des Gesetzes;
- die Verwaltung der Bodenschätze;
- den Tourismus im Sinne von Artikel 3, 2° des Dekrets;
- den Impulsfonds für die ländliche wirtschaftliche Entwicklung, einschließlich der Koordinierung der Akten.

Art. 11 - Die Dekretentwürfe und die innerhalb der Regierung beschlossenen Erlasse werden vom Minister unterzeichnet, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Angelegenheit gehört, die den Gegenstand des Dekretentwurfs bzw. des Erlasses bildet.

Sie werden vom Minister-Präsidenten gegengezeichnet.

Art. 12 - Falls eine Vollmacht gemäß dem Erlass zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung erteilt worden ist, werden die Erlasse vom Minister unterzeichnet, dem diese Vollmacht erteilt worden ist.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung eines Ministers kann dieser den Minister bezeichnen, der befugt ist, in seinem Namen und für seine Rechnung zu zeichnen.

Art. 13 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2005 und 8. September 2005, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 14 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Namur, den 6. Oktober 2005

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 2738

[2005/202886]

6 OKTOBER 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001 en 12 augustus 2003;

Gelet op het decreet I van 7 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende dat de Regering in staat dient te worden gesteld om zo doeltreffend mogelijk te werken;

Overwegende dat deze bepalingen daarvoor zo spoedig mogelijk in werking dienen te treden,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

— "wet" : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001 en 12 augustus 2003;

— "decreet" : het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 2. De heer Elio Di Rupo, Minister-President, is bevoegd voor :

— de coördinatie en de mededeling van het regeringsbeleid;

— het voorzitterschap van het ministerieel comité "initiatie van activiteiten";

— de organisatie van de bestuurlijke Task Force bestaande uit de verantwoordelijken van de administraties, de paragewestelijke en andere openbare of para-openbare instellingen die betrokken zijn bij de "initiatie van activiteiten";

— de bestuurlijke vereenvoudiging;

— E-Government en bestuurlijke informatica;

— evaluatie, toekomstverwachtingen en statistiek;

— de aanhangigmaking van zaken bij het overlegcomité "Federale Regering, Gemeenschaps- en Gewestregeringen", de intrabelgische betrekkingen, alsmede de werking van de instellingen, met inbegrip van de betrekkingen met het Parlement;

— de coördinatie van de dossiers betreffende de Structuurfondsen, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese, nationale en gewestelijke instellingen;

— de organisatie van de Task Force belast met de voorbereiding en de coördinatie van de dossiers betreffende de Structuurfondsen, alsook met hun uitvoering en evaluatie;

— het economisch impulsfonds ten gunste van de meest benadeelde reconversiegebieden, met inbegrip van de coördinatie van de dossiers;

— de vestiging van de diensten en instellingen, alsook het beheer van onroerende goederen;

- de verdeling van de middelen afkomstig van de Nationale Loterij;
- de coördinatie van het plan "P.L.U.I.E.S.";
- de coördinatie van het plan "permanente bewoning in de toeristische uitrustingen";
- de in-, de uit- en de doorvoer van wapens, munities en materieel die in het bijzonder bestemd zijn voor een militair gebruik, voor de ordehandhaving en van de daarmee verband houdende technologie, evenals van de producten en technologieën voor beide doeleinden, onverminderd de federale bevoegdheid voor in- en uitvoer met betrekking tot leger en politie, en mits naleving van de criteria die bepaald zijn door de Gedragscode van de Europese Unie inzake wapenuitvoer;
- het toekennen van licenties voor de in-, de uit- en de doorvoer van wapens, munities en materieel die in het bijzonder bestemd zijn voor een militair gebruik, voor de ordehandhaving en van de daarmee verband houdende technologie, evenals van de producten en technologieën voor beide doeleinden, onverminderd de federale bevoegdheid voor die met betrekking tot leger en politie."

Art. 3. De heer André Antoine, Vice-President en Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling, is bevoegd voor :

- de luchthavens, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 7^o en 9^o, van de wet, alsook de uitrusting en exploitatie daarvan;
- het openbaar vervoer, zoals bedoeld in artikel 6, §§ 1e, X, 8^o, van de wet en de acties van begrotingsprogramma 54.06;
- het leerlingenvervoer, zoals bedoeld in artikel 3, 5^o, van het decreet;
- de gewestelijke aspecten van de uitvoering van het investeringsplan van de N.M.B.S.;
- het energiebeleid, zoals bedoeld in artikel 6, §§ 1.VII, van de wet, met inbegrip van het wetenschappelijk onderzoek op het gebied van de energie en de ontsluiting van de steenberg;
- de huisvesting, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IV, van de wet;
- de ruimtelijke ordening, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, van de wet, met uitzondering van 4^o en 7^o;
- de enige vergunningen zoals bedoeld in hoofdstuk XI van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Art. 4. De heer Michel Daerden, Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium, is bevoegd voor :

- de begroting, de financiën en de Schatkist, met inbegrip van de uitvoering van het decreet I van 7 juli 1993 tot oprichting van vijf publiekrechtelijke maatschappijen voor het beheer van de schoolgebouwen van het door de overheid gesubsidieerde onderwijs en de fiscale bevoegdheden die naar de Gewesten zijn overgeheveld bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de Gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de Gewesten;
- het voorzitterschap van het ministerieel comité belast met de opvolging en de monitoring van de alternatieve financieringen en de financiële toestand van de instellingen van openbaar nut, met inbegrip van de gespecialiseerde maatschappijen en dochtermaatschappijen;
- het patrimonium, met inbegrip van de monumenten en landschappen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, 7^o, van de wet, alsook de opgravingen;
- de openbare werken, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 1^o tot 6^o, van de wet, met inbegrip van de langs de wegen en bevaarbare waterwegen gelegen groengebieden;
- de stadsvernieuwing, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, 4^o, van de wet;
- de cartografie;
- de grote kunstwerken zoals bepaald in het koninklijk besluit van 2 februari 1993 tot overdracht van de waterwegen aan de Gewesten, met inbegrip van de bevordering van de bevaarbare waterwegen;
- wat lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens betreft, de gemeentelijke, provinciale, intercommunale en privé-infrastructuren, zoals bedoeld in artikel 3, 1^o, van het decreet.

Art. 5. Mevrouw Marie Arena, Minister van Vorming, is bevoegd voor :

- de sociale promotie, zoals bedoeld in artikel 3, 3^o, van het decreet;
- de beroepsomscholing en -bijscholing, zoals bedoeld in artikel 3, 4^o, van het decreet;
- de cyberscholen en de cyberklassen.

Art. 6. De heer Philippe Courard, Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken, is bevoegd voor :

- de ondergeschikte besturen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1.VIII, van de wet;
- het toezicht, zoals bedoeld in artikel 7 van de wet;
- het toezicht op de politiezones zoals omschreven bij het decreet van 12 februari 2004 tot wijziging van het decreet van 1 april 1999 tot regeling van het toezicht op de gemeenten, provincies en intercommunales van het Waalse Gewest;
- de wetgeving betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en het toezicht daarop;
- de ambtenarenzaken en de administratie;
- de kerkfabrieken en de instellingen belast met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VIII, 6^o, van de wet.

Art. 7. Mevrouw Marie-Dominique Simonet, Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen, is bevoegd voor :

- de internationale betrekkingen, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese instellingen, onverminderd artikel 2, achtste streepje, en de ontwikkelingssamenwerking zoals bedoeld in artikel 6ter van de wet;

- het wetenschappelijk onderzoek, zoals bedoeld in artikel 6*bis* van de wet, met uitzondering van het wetenschappelijk onderzoek op het gebied van de energie;
- de nieuwe technologieën;
- de telecommunicatie (met inbegrip van het beheer van het WIN-Contract), met uitzondering van de cyberscholen en de cyberklassen.

Art. 8. De heer Jean-Claude Marcourt, Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel, is bevoegd voor :

- de economie, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 1^o en 2^o, van de wet, met inbegrip van de K.M.O's en de erkenning van ondernemers;
- het afzet- en uitvoerbeleid bedoeld in artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 3^o, van de wet en de bevordering van land- en tuinbouwproducten in het buitenland;
- de sociale economie;
- de begeleiding van buitenlandse investeringen;
- het tewerkstellingsbeleid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, van de wet.

Art. 9. Mevrouw Christiane Vienne, Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke-Kansen, is bevoegd voor :

- het gezondheidsbeleid, zoals bedoeld in artikel 3, 6^o, van het decreet;
- de bijstand aan personen, zoals bedoeld in artikel 3, 7^o, van het decreet, met uitzondering van de wetgeving betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en het toezicht daarop;
- het gelijke-kansenbeleid.

Art. 10. De heer Benoît Lutgen, Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme, is bevoegd voor :

- het landbouwbeleid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, V, van de wet, met inbegrip van de slachthuizen en van de aanvullende en suppletieve hulp aan landbouwbedrijven, behalve de toepassing van de wetten op de economische expansie en de bevordering van landbouw- en tuinbouwproducten in het buitenland;
- de landinrichting, het natuurbehoud en de ruilverkaveling, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, III, van de wet, behalve 9;
- het leefmilieu, met inbegrip van het waterbeleid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, II, 1^o tot 4^o, van de wet, met uitzondering van de enige vergunningen bedoeld in hoofdstuk XI van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
- de ontwatering, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, III, 9^o, van de wet;
- het beheer van de rijkdommen van de ondergrond;
- het toerisme, zoals bedoeld in artikel 3, 2^o, van het decreet;
- het impulsfonds voor de landelijke economische ontwikkeling, met inbegrip van de coördinatie van de dossiers.

Art. 11. De binnen de Regering beraadslaagde decreetsontwerpen en besluiten worden ondertekend door de Minister die bevoegd is voor de aangelegenheid waarop zij betrekking hebben.

Zij worden medeondertekend door de Minister-President.

Art. 12. Als een delegatie wordt verleend overeenkomstig het besluit tot regeling van de werking van de Regering, worden de besluiten ondertekend door de Minister aan wie die delegatie wordt verleend.

Bij afwezigheid of verhindering van een Minister kan deze de Minister aanwijzen die gemachtigd is om in zijn naam en opdracht te tekenen.

Art. 13. Het besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 23 juni 2005 en 8 september 2005, wordt opgeheven.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 6 oktober 2005.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA.

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie en Tewerkstelling,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke-Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN